

« Benoît Lutgen joue au poker, mais il jouera tout seul »

► Didier Gosuin, l'homme fort de Défi au gouvernement bruxellois, l'affirme : il n'y a pas de crise dans sa coalition.

► « La seule crise, elle est au CDH. »

► Il écarte toute négociation de Défi pour une autre majorité.

Didier Gosuin n'est pas en affaires courantes, loin de là. Une semaine après l'annonce fracassante de la ministre CDH Céline Fremault de quitter la coalition, le ministre Défi affirme que le gouvernement poursuit ses travaux. Et va les intensifier...

La question que tout le monde se pose : voulez-vous rester avec le PS au gouvernement bruxellois ?

La question ne se pose pas de cette façon.

Pourquoi ?

Il y a eu un accord de gouvernement que tout le monde a salué. De nombreux articles de presse datant de la formation du gouvernement en attestent. Il y a trois ans, la presse et le monde économique ont salué la formation rapide de cet exécutif. Ce qui était bon il y a trois ans ne le serait plus aujourd'hui ? Ce que nous allons même faire, et je l'ai dit au PS, c'est redonner du punch à cette déclaration saluée par tous, accélérer des mesures pour davantage rationaliser l'outil public, améliorer la transparence. On prendra des mesures nouvelles pour donner un coup de fouet à cet accord approuvé par six partis.

« Un accord salué », dites-vous, mais c'était avant les scandales...

Des scandales venant des partis traditionnels, mais qui ne constituent pas une raison de remettre en question cet accord gouvernemental. A Défi, ce n'est pas notre façon de travailler. Quand nous définissons une stratégie, nous la suivons et cela ne nous empêche pas de mettre en place des jalons sur la question de la gouvernance.

Le PS reste-t-il fréquentable au gouvernement ?

La position de « fréquentable » suppose qu'on parle de crise des institutions. Mais il n'y a pas de crise des institutions. Il y a la crise du CDH, qui cherche un nouveau positionnement politique pour pouvoir rester dans les sphères du pouvoir encore un certain temps. Mais il n'y a pas de crise politique. Le gouvernement fonctionne bien. On a décidé une série de points. En un mois, j'ai fait approuver deux nouvelles ordonnances, mes collègues aussi, dont M^{me} Fremault (CDH). Nous avons conclu jeudi sur le Samusocial, révisé les grands enjeux en matière de mobilité... Bref, le gouvernement avance très bien. Ce qui est exact, c'est qu'il y a une crise au sein du CDH.

Pourtant, samedi, Céline Fremault disait qu'il fallait une majorité alternative.

C'est ce que je dis : c'est la crise du CDH. Le meilleur moyen de dire qu'il y a une crise, c'est de créer une instabilité. Moi je suis contre l'instabilité des institutions. Est-ce que cela veut dire que je ne suis pas très critique avec le comportement du PS ? Si, je le suis. Bien évidemment, au PS comme au MR et au CDH, on a perdu la notion élémentaire d'éthique en politique. Moi, ce que je veux, c'est aller vers un mieux en matière de gouvernance. Le PS nous suit, sans doute contraint. Et on verra si le MR et le CDH peuvent rester encore longtemps au bord de la route avec leurs vieilles pratiques dans leur sac à dos.

Mais le gouvernement wallon va se former, sans doute baisser les impôts. Cela ne va pas exercer une pression pour former une nouvelle coalition à Bruxelles ?

Pression pour quoi ? Pour appliquer notre programme ? Mais nous le faisons ! S'ils veulent créer un gouvernement en Wallonie, qu'ils le fassent. Avec une voix. C'est jouer avec la démocratie. Jamais je ne ferai une majorité avec une personne. Vous êtes à la merci de n'importe quel farfelu. C'est la raison pour laquelle une majorité MR-CDH-Défi présente les mêmes risques. Une voix de majorité. Je connais par exemple au MR des francs-tireurs, style

Destexhe.

Le MR à Bruxelles, c'est non ?

Je n'entre pas dans un jeu de poker. M. Lutgen a décidé de jouer au poker ; mais il jouera tout seul. Il n'y a pas de partenaire autour de lui pour jouer à cela. C'est un jeu de coq et on n'y rentrera pas.

Vous ne dites pas, comme Rudi Vervoort, que cette crise est un problème wallon ?

C'est un problème CDH. Et il en est coutumier. Cela montre que c'est un parti du siècle dernier. Très longtemps, le CDH n'avait d'yeux que pour le PS et c'était le meilleur lit conjugal. Puis ils se sont dit « Oulala ! Est-ce que c'est encore le bon canasson électoral ? », et ils ont fait l'analyse sur le plan purement stratégique qu'il valait mieux se tourner vers la casaque (kazakhe ?) MR. Voilà. Je peux comprendre que ce type de stratégie existe mais je refuse qu'elle ait un impact sur le fonctionnement des institutions.

On entend dire que vous donnez des leçons de gouvernance, mais que beaucoup cumulent à Défi, dont vous.

Justement. Non seulement nous sommes crédibles, mais nous sommes courageux. Le MR et le CDH ne sont manifestement pas crédibles parce qu'ils ne veulent pas s'engager dans cette voie et ils ne sont certainement pas courageux. Les temps changent. La noblesse de la politique, c'est de voir que la société civile attend autre chose de la classe politique. Les cumuls, qui sont le fait de tous les partis, n'étaient pas jugés de la même manière hier qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, cela change et il faut entendre cela et il faut anticiper ce changement, proposer une nouvelle vision de la gouvernance publique. Et cela n'a pas entraîné chez nous.

Allez-vous faire voter le décumul intégral à Bruxelles ?

Oui, et le plafonnement des revenus, l'intégration des revenus privés dans ce plafonnement, le contrôle des rémunérations par la Cour des comptes, l'obligation de déclarer les conflits d'intérêts et j'en passe. Et le décumul, je me l'appliquerai. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

ANALYSE

Pas d'infidélités au PS

Résumons. Il y a un mois, le président du CDH, Benoît Lutgen, faisait part de son intention d'éjecter le PS de toutes les coalitions. En Wallonie, l'opération est en passe de réussir. Mais à lire l'interview de Didier Gosuin, à Bruxelles, ce sera

une autre paire de manches. Défi entend explicitement continuer à gouverner avec le PS, et refuse d'engager la moindre discussion avec le CDH et le MR pour qu'il en aille autrement. Les propos peu amènes pour ces deux formations suffisent à s'en convaincre. Didier Gosuin présente à l'envi le CDH comme un parti ayant créé le chaos, et le MR comme une forma-

tion touchée par les affaires. Défi, qui compte aussi en ses rangs des militants plus proches du MR que du PS, prend-il un risque ? Le parti estime probablement que se positionner sur la bonne gouvernance ôtera ces frilosités. Le fait que les libéraux gouvernement au fédéral avec la N-VA, qui n'est pas la meilleure amie de Défi, devrait aussi limiter le risque de mécontentement face

à ce rejet des libéraux. Enfin, dans le dossier du survol, très cher aux électeurs de Défi, le MR ne peut actuellement se positionner fermement, pour ne pas fragiliser la coalition fédérale avec les partis flamands. Sauf nouveau scandale qui éclabousserait le PS de manière irrémédiable, Défi ne devrait pas changer de cap avant la rentrée, et peut-être même bien au-delà...

B.DY

négociations A Bruxelles, le PS se rallie aux propositions de l'aubergine

Pas de trêve ! Le long week-end de la Fête nationale n'aura offert que peu de répit aux politiques. Tant sur le front wallon que bruxellois, les « lignes » ont encore bougé ces jeudi et vendredi. Le sort institutionnel francophone s'éclaircit quelque peu au soir du 21 juillet. Sans pour autant atténuer l'impression générale de complexité.

1 Accord imminent au sud. Les cérémonies du 21 juillet n'ont offert qu'une courte parenthèse aux négociateurs du CDH et du MR. Après avoir rencontré les partenaires sociaux et le secteur associatif mercredi, Benoît Lutgen et Olivier Chastel se sont à nouveau rencontrés jeudi et vendredi. Avec cet enseignement : les convergences entre les deux formations politiques sont mani-

festes. La future déclaration de politique régionale est bien avancée. Et la semaine à venir pourrait accoucher d'un accord de majorité et de la formation d'un gouvernement wallon. De quoi permettre au successeur de Paul Magnette (PS) de prêter serment dans les mains du Roi, avant le départ en vacances de ce dernier (le 28 ou le 20 juillet).

2 Le PS fait un pas à Bruxelles.

Jeudi matin, la fédération du PS bruxellois s'est réunie. Elle a examiné le document commun paraphé par les présidents d'Ecolo, Groen et Défi. « C'est une priorité de rétablir la confiance des citoyens en notre démocratie, ce qui passe nécessairement par des réformes ambitieuses sur le plan éthique et de la participation citoyenne », a commenté Laurette

Onkelinx, à l'issue de la réunion.

Cela signifie-t-il pour autant que les socialistes valideront la liste de 32 mesures sans sourciller ? Pas sûr. Le PS pourrait proposer certains amendements ou proposer des points supplémentaires. Mais les mesures les plus emblématiques, comme le décumul intégral (soutenu par le PS bruxellois lors du congrès socialiste de l'Eau d'Heure, du 2 juillet) et le plafonnement des rémunérations (lui aussi validé) ne devraient pas être remis en cause. Pour le reste, les échanges entre « l'aubergine » (verts et amarantes) et les socialistes se dérouleront très certainement lors de la rentrée parlementaire, avant le vote des projets d'ordonnances issus du groupe de travail « Gouvernance » du parlement bruxellois ou déposés par Ecolo, Groen

et Défi.

Avant d'arriver à ce stade, il reste toutefois un obstacle à franchir : convaincre l'Open VLD et le SPA d'apporter leur soutien à ces mesures. En effet, à Bruxelles, les mesures de gouvernance, si elles doivent obtenir la majorité simple au parlement, requièrent également une majorité de votes au sein de chaque groupe linguistique.

3 Une nouvelle majorité ?

Le ralliement du PS aux mesures de gouvernance rédigées par les verts francophones et flamands associés à Défi, préfigure-t-il la mise en place d'une majorité alternative à Bruxelles ? Le CDH dit ne plus pouvoir travailler avec les socialistes, y compris dans la capitale. La semaine passée, le ministre Céline Fremault (CDH) avait d'ailleurs invité Défi à tourner le dos au partenaire socialiste en raison de nouveaux éléments concernant le dossier du Samusocial (la participation de chefs de cabinet socialistes à un séminaire à Spa). Sans succès.

A l'inverse, une éviction des humanistes de la majorité régionale n'est plus possible avant la rentrée, la méfiance à l'égard d'un ministre nécessitant un vote au

parlement. Par ailleurs, Défi, Ecolo et même le PS ont rappelé, ces derniers jours encore, que les discussions sur la gouvernance n'impliquaient en rien pour Ecolo de monter dans la majorité. On sait en outre qu'Ecolo préfère passer par l'étape de l'élection avant d'entrer éventuellement dans une coalition.

Ces derniers jours, un autre scénario circulait : dépouiller le CDH de ses compétences ministérielles et achever la législature avec un appoint écologiste extérieur à la carte, selon les dossiers. Mais à Bruxelles plus qu'ailleurs, l'horlogerie institutionnelle est particulièrement complexe.

4 Une configuration inédite.

Si un tel scénario devait advenir, bien malin qui pourrait prédire la configuration de la majorité à la Fédération Wallonie-Bruxelles. PS, Défi et Ecolo (45 sièges sur 94) n'y disposent pas d'une majorité, pas plus que le MR et le CDH (46 sièges). Un appoint éventuel de Défi (3 députés) à l'orange bleue wallonne est théoriquement possible. Mais ce scénario a, pour l'heure, autant de crédit que le maintien de la coalition rouge-romaine. ■

PASCAL LORENT